Demande de prélèvement automatique

Pour payer vos prochaines factures de périscolaire par prélèvement automatique, envoyez :

ce **mandat de prélèvement** daté, signé ET accompagné d'un RIB/IBAN à l'accueil périscolaire de Ogy-Montoy-Flanville

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence unique du mandat : ……

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) la CCAS d'OGY MONTOY FLANVILLE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la CCAS d'OGY MONTOY FLANVILLE.
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :
- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

IDENTIFIANT CREANCIER SEPA

FR 36 ZZZ 8276DE

DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER

Nom, prénom :

Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays : FRANCE

DESIGNATION DU CREANCIER

Nom : CCAS d'OGY MONTOY FLANVILLE

Adresse : 9 rue Principale
Code postal : 57645
Ville : OGY MONTOY FLANVILLE
Pays : FRANCE

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)

IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

Type de paiement : Paiement récurrent/répétitif Y
Paiement ponctuel ☒

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT) :

Nom du tiers débiteur :

JOINDRE UN RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE (au format IBAN BIC)

Rappel : En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par la CCAS d'OGY-MONTOY-FLANVILLE. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec la CCAS d'OGY MONTOY FLANVILLE.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.